

Dynamique associative, nouveaux mouvements sociaux et intégration sociopolitique des Haoussa du Cameroun

Par Ibrahim Mouiche*

Université de Yaoundé II

Email Address : ibrahimi99@yahoo.com

et

Raymond Mbebi Ndema

Université de Yaoundé II

Email Address: mbebiraymond@yahoo.fr

Résumé

Cette étude porte sur les Haoussa du sud – Cameroun ; et pour cause, contrairement à ceux de la partie septentrionale, notamment la région de l'Adamaoua où ils constituent une ossature numérique dans plusieurs départements et par conséquent éligibles à la politique d'équilibre régional, jusqu'à la libéralisation politique des années 1990, les Haoussa du sud – Cameroun s'intéressaient très peu à la sphère publique et politique, d'autant que les populations qui les accueillait dans leurs localités les considéraient comme des "étrangers". La démocratisation des années 1990 va constituer pour eux une opportunité politique ; dès lors, ils vont mettre sur pied le Ya – kamata et le Bakandamiya, deux nouveaux mouvements sociaux (NMS), pour essayer de sortir de la marginalité. Cette contribution vise à cerner cette mutation.

Mots – clé: Nouveaux mouvements sociaux, Haoussa, Bakandamiya, Ya – Kamata, démocratisation

Abstract

This study concerns the Hausa of southern Cameroon; and for good reason, unlike those in the northern part, notably the Adamaoua region where they constitute a digital framework in several departments and therefore eligible for the policy of regional balance, until the political liberalization of the 1990s, the Hausa of southern Cameroon showed very little interest in the public and political sphere, especially since the populations who welcomed them in their localities considered them as "foreigners". The democratization of the 1990s will constitute for them a political opportunity; therefore, they will set up the Ya – kamata and the Bakandamiya, two new social movements (NMS), to try to get out of marginality. This contribution aims to identify this mutation.

Keywords: New social movements, Hausa, Bakandamiya, Ya – Kamata, democratization

**Je remercie la Fondation Alexander von Humboldt qui m'a offert l'opportunité d'un séjour de recherche à Arnold – Bergstraesser – Institute (ABI) de l'Université de Freiburg et de finaliser ce papier rédigé au Cameroun avec mon jeune collègue MBebi Ndema.*

Introduction

Les Haoussa constituent une des ethnies les plus importantes de l'Afrique. Ils se répartissent surtout entre les territoires du Niger et du Nigéria, occupant en grande partie la région septentrionale de ce dernier pays ; mais on les retrouve également dans les zones et les villes du pourtour du Golfe de Guinée. Ils parlent une langue qui leur est propre, mais celle – ci sert également de parler véhiculaire à d'autres populations (Nicolas 1975 : 399). Entrés au Cameroun à la faveur du commerce de longue distance et du *djihad* d'Ousman dan Fodio, les Haoussa se sont d'abord installés dans la partie septentrionale avant de s'établir dans le sud du pays (Mizon, 1895 ; Boutinot, 1999 ; Adama 2004). Les commerçants haoussa étaient à la conquête des nouveaux marchés, ce qui a permis leur dissémination dans plusieurs localités du Cameroun où ils ont créé des "quartiers haoussa".

Cette étude porte sur les Haoussa du sud – Cameroun ; et pour cause, contrairement à ceux de la partie septentrionale du Cameroun, notamment la région de l'Adamaoua où ils constituent une ossature numérique dans plusieurs départements et par conséquent éligibles à la politique d'équilibre régional dont nous parlerons plus devant, jusqu'à la libéralisation politique des années 1990, les Haoussa du sud – Cameroun s'intéressaient très peu à la sphère publique et politique, d'autant que les populations qui les accueillaient dans leurs localités les considéraient comme des "étrangers". La démocratisation des années 1990 va constituer pour les Haoussa une opportunité politique pour mettre sur pied le Ya – kamata et le Bakandamiya, deux nouveaux mouvements sociaux (NMS)¹, pour assurer leur intégration socio – politique et économique².

Dans la perspective intégrationniste des NMS, nous nous proposons de montrer

- 1 Nous donnons ici au mouvement social, le sens que lui prête Guy Rocher, c'est – à – dire une organisation nettement structurée et identifiable, ayant pour but explicite de grouper ses membres en vue de la défense ou de la promotion de certains objets précis, généralement à connotation sociale. Ce qui caractérise un mouvement social, c'est qu'il est essentiellement revendicateur. Il cherche à faire reconnaître et à faire triompher des idées, des intérêts, des valeurs, etc. (Rocher, 1968 : 146 – 147). Les mouvements sociaux sont ici définis comme des organisations menant des activités stratégiques ayant pour objet l'entrée dans le système politique et des activités instrumentales de mobilisation d'ensembles sociaux ou d'individus (Lapeyronnie, 1988 : 593). Les NMS ne s'opposent pas au système politique établi, mais visent plutôt à l'intégrer, à participer à la gestion des affaires publiques. Il s'agit de voir comment un mouvement qui se veut apolitique, en vient à se politiser au fil de son développement et de ses relations avec les instances étatiques (Erickson et Nosanchuk, 1990).
- 2 Si les deux mouvements s'adressent à tous les Haoussa du Cameroun, soulignons que le Ya – kamata est une création d'un Haoussa du Sud – Cameroun tandis que le Bakandamiya est plutôt l'œuvre d'un Haoussa de la partie septentrionale.

comment le Ya – kamata et le Bakandamiya, par leurs actions de mobilisation, de sensibilisation et de lobbying, ont contribué à l'inscription de la minorité haoussa dans la sphère publique et politique au Cameroun. Comment ces deux NMS assument – ils ce rôle avant – gardiste? Quels types de ressources mobilisent – t – ils et dans quels champs s'inscrivent leurs activités ? Dans quelle mesure ont – ils contribué à l'amélioration de la représentation politico – administrative des Haoussa dans le système politique camerounais ? Telles sont les interrogations qui structurent cette analyse qui innove du point de vue de la société étudiée : en effet, il existe très peu d'études de sciences sociales en général au Cameroun portant sur les Haoussa, et presque pas de science politique. Bien plus, contrairement aux NMS d'Amérique latine ou d'Europe de l'Ouest, ceux d'Afrique subsaharienne ne se sont pas encore vus consacrer une large production scientifique. Cette faiblesse est difficile à expliquer dans la mesure où cette partie du continent a longtemps été le lieu d'importantes formes de mobilisations sociales et politiques. Les mouvements sociaux dans des pays comme le Gabon, la République du Congo, le Cameroun, le Tchad ou la Centrafrique ont été, lors de la libéralisation de leur vie politique, des acteurs de la résistance contre les gouvernements autoritaires. De plus, cette partie de l'Afrique connaît depuis environ deux décennies un développement remarquable de sa société civile et des groupes de pression (Eyenga, 2017 : 52 – 53).

Au plan méthodologique, nous avons fait recours à trois techniques de recherches, à savoir, les sources documentaires, les entretiens et l'observation participante. Les sources documentaires sont constituées des sources secondaires et primaires. Les sources secondaires sont des documents (ouvrages, articles de revue, thèses, mémoires, journaux, etc.) spécifiques sur les NMS et les Haoussa. Les sources primaires sont les documents rédigés par les Haoussa eux – mêmes, notamment ceux de Bakandamiya et Ya – kamata : statuts et règlements intérieurs de ces deux associations, décisions, procès – verbaux des réunions, des assemblées générales ou de leurs congrès respectifs, articles du journal *Bakandamiya Labari*, correspondances adressées aux autorités administratives, traditionnelles et religieuses, discours, doléances, pétitions et tracts. Nous avons ensuite mené des entretiens semi – directifs auprès d'élites haoussa, d'autorités administratives, politiques, traditionnelles, etc. dans quatre villes choisies comme sites d'observation eu égard à la forte concentration des Haoussa : Nkongsamba, Douala, Bafoussam, Maroua et Yaoundé, la capitale du Cameroun. Nous avons aussi pris part à quelques réunions et manifestations publiques organisées par le Bakandamiya et le Ya – kamata, à Nkongsamba, à Douala et à Yaoundé. De ces enquêtes, il apparaît clairement que les Haoussa du sud – Cameroun constituent un groupe minoritaire resté longtemps à la marge de la sphère publique et politique. Toutefois, cette communauté connaît des mutations, travaillées notamment par l'entrepreneuriat socio – économique, culturel et politique de Ya – kamata et de Bakandamiya.

1. Les Haoussa du sud – Cameroun: une migration *sui generis* et une autochtonie problématique

Peuple soudano – sahélien qui a essaimé aussi bien au Nord – Cameroun que dans la partie méridionale forestière de civilisation bantoue, les Haoussa présentent au Cameroun quelques traits qui font leur singularité : outre qu'ils constituent une minorité ethnique du fait de leur éparpillement qui les prédispose à un déficit démographique partout où ils sont établis dans le sud – Cameroun, ils sont aussi marqués par une migration *sui generis* au regard des thèses migrationnistes, une autochtonie problématique et une sous – scolarisation endémique. Il en a résulté une forte marginalisation politico – administrative.

1.1 Une migration *sui generis*

Schématiquement, l'on distingue les migrations anciennes et les migrations contemporaines. Sur cette base, Jean Loup Amselle dans la théorie du phénomène migratoire africain, lie les migrations modernes à une évolution économique qui favoriserait surtout le déplacement de main – d'œuvre ou d'éventuels travailleurs; par contre, "les migrations anciennes ou archaïques" s'opposeraient aux "migrations modernes" en ce qu'elles représentent plutôt un mouvement d'expansion ou de déplacement d'une société donnée pour des causes qui tiennent essentiellement aux caractéristiques mêmes de cette société (Amselle, 1976). Il s'agit toujours d'un flux "collectif" mais surtout "irréversible" (Domenach et Picouet, 1987 : 469 – 483). Ce mouvement peut être inévitable, forcé : catastrophes naturelles, processus écologiques... ou imposé : expulsions, réfugiés..., mais aussi parfois volontaire : rupture avec le milieu social d'origine, choix d'un mode de vie professionnel, culturel social différent. Il se solde toujours par la perte du statut d' "étrangers" et l'acquisition de celui d'autochtones. Raison pour laquelle, aujourd'hui, à en croire avec raison Hervé Domenach and Michel Picouet, des mouvements collectifs et irréversibles de cette ampleur ne peuvent plus avoir lieu, eu égard à la raréfaction des terres encore vierges et à la stabilité des frontières territoriales des Etats voire des communautés ethniques (Domenach et Picouet, 1987 : 469 – 483). En quoi la migration haoussa est – elle singulière?

L'installation des Haoussa au Cameroun est assez récente, beaucoup la situe à partir du XIX^e siècle (Boutinot, 1999 : 49 ; Adama, 2004 ; Mizon, 1895 : 349 – 350). C'est en cette période qu'une partie de ce peuple quitte définitivement sa région d'origine située entre le Bornou et le Niger, d'une part, la Bénoué et le Kebbi, d'autre part, pour s'établir dans des contrées assez éloignées. Cette migration qui se poursuit jusqu'au XX^e siècle est essentiellement liée aux besoins économiques. Au Cameroun, cette migration se déroule en deux étapes : l'étape du Nord et celle Sud. D'abord le Nord – Cameroun : la fixation

effective des Haoussa dans cette partie du territoire se fait surtout avec le flux migratoire provoqué par le *jihad* du grand réformateur peul, Ousmane Dan Fodio, au début du XIX^e siècle. S'il est vrai que "l'élément peul" est à l'avant – garde de ce mouvement, il n'en est pas moins vrai qu'il bénéficie de l'appui des masses haoussa et bornouane (Mane, 2012 : 247). Après 1809, de nombreux Haoussa viennent au nord – Cameroun en tant que mercenaires ou volontaires pour le *jihad*. D'autres y viennent en tant que prédicateurs et s'y établissent de façon permanente (Njeuma, 1974).

A partir de 1815, les conquérants musulmans se déploient sur toute l'étendue de l'Adamawa en suivant le cours des fleuves de la région. En 1848, un an après la mort d'Adama, l'Adamawa pouvait être considéré comme une région conquise. Les Haoussa se disséminent dans les *Lamidats* de Tibati, Banyo, Tignère et N'Gaoundéré où ils occupaient les fonctions de chef de quartier (*Sarkin Lango*), chef de marché (*Sarkin Kasua*) et chef de la communauté haoussa (*Sarkin Haoussawa*). Les colonies haoussa disséminées dans la région reçoivent entre 1870 et 1880 un supplément de population qui était arrivé en compagnie des visiteurs importants parmi lesquels se trouvait *Malam* Maoundé, chargé de superviser les affaires des émirats de l'Est, au sein de l'administration de Sokoto (Ouba, 1992). Les marchands haoussa, après l'étape du Nord, se disséminent dans les coins les plus reculés de la partie méridionale du Cameroun. Ils y vendaient des produits exotiques (pacotille, textile, savon, verroteries, chaussures, bijoux) dont certains étaient achetés dans les factoreries de la compagnie à charte, la *Royal Niger Compagny*, au bord de la Bénoué (Mane, 2007). En retour, ils achetaient des esclaves, de l'ivoire, et plus tard, de la noix de cola.

La présence des Haoussa au Cameroun résulte donc d'une migration ancienne, parce que précoloniale et coloniale en plus d'être irréversible³. Celle – ci s'inscrit dans le cadre de ce que Claude Tardits appelle "le commerce haoussa" qui atteint le sud Cameroun dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les marchands ambulants haoussa, qualifiés de "plus habiles commerçants de toute l'Afrique centrale" par l'administrateur des colonies françaises, L. Famechon, se disséminent dans le sud – Cameroun. Cette migration n'épouse cependant pas toute l'échelle ethnique haoussa, bien qu'elle soit plus importante dans le nord – Cameroun ; elle est surtout individuelle et essentiellement liée aux besoins économiques, remplissant par ces caractéristiques les contours des migrations contemporaines. C'est donc une migration singulière, un entre – deux entre migrations anciennes et migrations contemporaines. C'est cette singularité migratoire qui fait qu'il soit dénié aux Haoussa, notamment dans le Sud – Cameroun, le statut des "gens du pays", expression empruntée à Michel Bozon (1982 : 335 – 342) pour désigner les autochtones.

3 En réalité, les Haoussa qui vivent aujourd'hui au Cameroun sont de deux groupes : le premier est issu d'une très ancienne migration. Les descendants de cette première vague sont disséminés sur toute l'étendue du territoire national. Le deuxième groupe est constitué des personnes dont l'entrée au Cameroun est récente et qui gardent leur nationalité d'origine (Nigeria ou Niger).

1.2 Une autochtonie problématique dans le Sud – Cameroun

Intervenue avant et pendant la colonisation, la présence haoussa au Cameroun est matérialisée par l'existence dans de nombreux centres urbains de la partie méridionale du pays, des “quartiers haoussa”, lesquels, traduisent aussi la présence de l'islam en milieu forestier et chrétien. Ces quartiers constituent à la fois un condensé de la culture sahélo – islamique et un point de convergence avec la culture des peuples bantous de la forêt. Musulmans et non musulmans, nationaux et expatriés y cohabitent pacifiquement: ce sont de véritables carrefours des civilisations et des espaces de dialogue interreligieux⁴.

En langue haoussa, ces quartiers sont originellement appelés “*zango*” ou “*zongo*”, terme servant à désigner les constructions provisoires, les paillottes situées à la marge d'une ville, par opposition au terme “*birni*” qui désigne les habitations construites dans l'enceinte de la cité (Agier, 1983 : 57 ; Grégoire, 1990 : 40 ; Pellow, 2001 : 59 – 75). On les trouve dans toute la partie orientale de l'Afrique de l'Ouest: Niamey, Kumasi, Accra, Lomé, Cotonou, et les villes du Sud – Nigeria ont un tel quartier où s'agglomèrent les commerçants étrangers africains et les gens de passage. Ces lieux marginaux jalonnent les routes commerciales des Haoussa, routes anciennes partant du pays haoussa (Nord – Nigeria et Sud – Niger) pour aller vers la Côte, de Lagos (au Sud – Nigeria) jusqu'à Kumasi et Accra (Ghana)⁵. Dans certaines villes, ces groupements de commerçants étrangers ont pris des noms différents mais toujours empruntés à la langue haoussa, langue véhiculaire des réseaux marchands ; par exemple, “sansanné” (signifiant: campement) qui donna notamment le nom de Sansanné – Mango, ville du Nord – Togo, ou encore “Sabongari” (c'est – à – dire: nouvelle ville), qui donna «Sabo», nom du quartier haoussa à Ibadan (Sud – Nigeria) (Agier, 1983 : 57)

Au Cameroun, l'expression “*zango*” reste méconnue des populations de la partie méridionale du pays qui usent plutôt celle de “quartier haoussa”. Cependant, ce terme est usité par les Haoussa eux – mêmes pour signifier “escale» ou “campement”, parce que dans la cosmogonie originelle de ce peuple, on a affaire à des migrations économiques avec la perspective de retour au “pays natal” devenu sommes toutes illusoire ; cette communauté commerçante est toutefois très instable du fait des déplacements ou des départs continuels de familles. Mais surtout, les “quartiers haoussa” ont toujours

4 Contrairement aux populations du Sud – Cameroun qui sont bantoues et semi – bantoues, les Haoussa appartiennent au groupe dit soudanais, à l'instar des populations du Nord – Cameroun ; c'est donc dire qu'il y a dans le Sud – Cameroun une forte différence entre les Haoussa et les populations trouvées sur place: elle est d'ordre vestimentaire, linguistique, économique et de civilisation. Les bantoues et semi – bantoues sont agriculteurs tandis que les Haoussa sont des commerçants et se rattachent à l'Afrique occidentale sèche.

5 C'est au nord du Ghana, à Salaga, que les réseaux haoussa rejoignent, depuis l'époque précoloniale, l'aire d'influence commerciale des Dioula. Ceux – ci, originaires du Mali, sont les commerçants étrangers de l'Ouest de l'Afrique occidentale (Côte – d'Ivoire, Guinée, etc.) mais, à la différence des Haoussa (qui sont dispersés au Niger, en Haute – Volta, au Ghana, au Bénin, au Nigeria et au Cameroun), ils n'ont pas de quartier particulier (Agier, 1983 : 57 – 59).

conservé le caractère de campements fixes sans autonomie politique de ses membres et ne peuvent donc être assimilés à des communautés villageoises. Cela explique pourquoi jusqu'à la libéralisation politique, les Haoussa bien que, établis, avant ou pendant la colonisation dans plusieurs localités du sud – Cameroun, ne s'étaient jamais préoccupés de la propriété foncière et de leur ancrage ethno – territorial. Seules les intéressaient les activités commerciales, situation qui n'est pas sans rappeler celle des pasteurs peul mbororo, lesquels, se préoccupaient des seuls pâturages pour faire paître leur bétail, du moins jusqu'à la restauration du multipartisme en 1990 (voir Mouiche, 2012 : chap.5 ; 2011 : 71 – 97). Comme conséquence, les Haoussa se sont retrouvés dans la plupart des localités du Sud – Cameroun en situation démographiquement minoritaire et considérés comme "étrangers" ou "allochtones" en défaut de territorialité par rapport aux groupes bantous et semi – bantous, primo – arrivants trouvés sur place. C'est une population qui connaît en outre une forte sous – scolarisation.

1.3 Une sous – scolarisation endémique

L'école, par l'éducation qu'elle transmet, a pour fonction de faire intérioriser aux individus les normes et les valeurs du milieu dans lequel ils vivent, en même temps qu'elle doit susciter chez l'enfant les qualités requises pour vivre dans la société. L'école est égalitaire dans la mesure où elle répartit les individus dans la structure sociale en fonction des compétences acquises. L'institution scolaire est donc, implicitement, au fondement de l'idéal méritocratique (voir Besnard et al : 1993). Chez les Haoussa pourtant, la carte scolaire est peu reluisante du fait de la priorité souvent donnée au petit commerce qui absorbe aussi bien les filles que les garçons, entravant sérieusement leur scolarisation. Un membre de la communauté haoussa, Ali Saliyou, éditorialiste du journal *Bakandamiya Labari*, en dresse le bilan dans le numéro 02 dudit journal, édité en 2006. Dans son éditorial en page 3 qui a pour titre, "**Halte à la sous – scolarisation chez le Haoussa**", cet auteur reconnaît avec force que l'éducation est une exigence sociale, dès lors qu'elle confère à l'homme les aptitudes lui permettant non seulement de mieux s'intégrer dans son milieu, mais également de s'adapter partout où il est appelé à séjourner. Aussi peut – on raisonnablement admettre que l'objectif d'épanouissement de l'Homme est fortement tributaire de son éducation. En ce qui concerne précisément la communauté haoussa, il est de notoriété que celle – ci est confrontée entre autres, à un problème sérieux de sous – scolarisation. "C'est la raison pour laquelle Bakandamiya s'est donné pour priorité la recherche des voies et moyens pour éradiquer cette affreuse 'tumeur' dont l'omniprésence ne peut nous permettre d'envisager ni de manière réaliste, ni de manière objective, l'épanouissement de cette communauté", affirmera – t – il.

Poursuivant son propos, Ali Saliyou souligne que pour mieux appréhender la situation et esquisser quelques axes de réflexion sur cet épineux problème de sous – scolarisation, les

Haoussa se sont appuyés sur des enquêtes réalisées dans les deux quartiers représentatifs de leur communauté. Il s'agit du quartier Briqueterie à Yaoundé qui est peuplé de 27360 habitants dont 66% (soit 18.060 de personnes en valeur absolue) vivent selon la culture haoussa, et du quartier Matounben Nkassa, à Foumban, peuplé de 1.069 habitants dont 90% (soit 962 personnes en valeur absolue) vivent selon la même culture. Dans ces quartiers, le niveau de scolarisation très bas des parents en général et des chefs de familles en particulier ainsi que l'insuffisance des moyens financiers sont les principales causes de la sous – scolarisation, telles que les relèvent les données des enquêtes. Ainsi, la pauvreté des chefs de famille dans une certaine mesure et leur manque de vision à long terme, amènent de plus en plus les femmes, survie oblige, à utiliser les enfants pour le petit commerce vernaculairement appelé “*talla*”.

Cette activité aujourd'hui ambiguë permet aux épouses de suppléer tant bien que mal au manque découlant de l'inactivité de ces chefs de famille. La conjonction de ces facteurs est à l'origine du taux d'abandon scolaire qui est généralement élevé dans la communauté haoussa (23% au quartier Matouben Nkassa par exemple, soit 85 enfants sur les 376 scolarisables de moins de 15 ans que compte ce quartier). Seulement, la pauvreté n'est pas une spécificité de la communauté haoussa. Il serait par conséquent trop facile de l'évoquer pour justifier cette sous – scolarisation, ou alors pour baisser les bras devant cette endémie. Comme l'on sait, pour des raisons d'ordre idéologique, religieux, voire culturel, il y a eu pendant longtemps, chez les Haoussa du Cameroun et d'ailleurs et plus largement parmi les populations musulmanes soudano – sahéliennes, ce que, Issa Hassan Khayar qualifie de “refus de l'école” occidentale (Khayar, 1976 ; voir Arditì, 2003 : 7 – 22 ; Meunier, 1995 : 617 – 63).

Cet auteur utilise cette expression pour caractériser le comportement des Maba du Ouaddaï, vis à vis de l'école française au début du XXème siècle, faisant référence au fait que dans cette région et de manière plus générale au Tchad et ailleurs, les populations musulmanes ont manifesté une profonde hostilité face à ce qu'elles percevaient comme une politique autoritaire d'assimilation culturelle car elles craignaient que leurs enfants ne deviennent des “infidèles” (*kuffar* sg. *kaffir*) et perdent ainsi leur identité (Khayar , 1976)⁶. Seulement, l'école française, officielle, prépare le citoyen à s'insérer dans la société moderne et à accéder au service de l'Etat tandis que l'école coranique assure surtout à partager un style de vie basé sur des principes religieux (Meunier, 1995 : 617). Il en a résulté comme conséquence de ce “refus de l'école”, une marginalisation politico – administrative des Haoussa.

6 Au rejet des Européens et de leur civilisation exprimé par les populations musulmanes, on oppose souvent l'acceptation de l'ordre colonial et particulièrement de l'école qui a caractérisé les sociétés segmentaires du groupe Sara, chrétien, et vivant dans la partie méridionale du Tchad. A l'octroi de l'indépendance en 1960 elles avaient par conséquent pu “investir” les sphères du pouvoir étatique grâce à leur connaissance du français et à leurs diplômés (Arditì, 2003 : 8 – 9).

1.4 La marginalisation politico – administrative des Haoussa du sud – Cameroun

Le Cameroun postcolonial cumule tous les inconvénients du partage et de la balkanisation arbitraires de l’Afrique aussi bien au plan géographique qu’historico – culturel : les pieds dans la forêt équatoriale dense, la tête dans le Sahel presque désertique, le tronc fait d’une immense zone de savane, tel est le Cameroun géographique dont la logique du ciselage échappe à l’observateur le plus averti. On dit, en partant du fait de cette diversité géographique, climatique et humaine, que le Cameroun est une “Afrique en miniature” ou encore la “synthèse de l’Afrique”. Ces images sont justes et peut – être même renforcées par le fait que ce pays a connu une variété d’expériences coloniales : celle de l’Allemagne, de 1884 à 1914, puis celles de la France et de l’Angleterre de 1914 à 1960 ; de sorte qu’aux clivages ethno – culturels avec la coexistence de plus de deux cents groupes ethniques aux cultures souvent antagonistes, sont venus s’associer les clivages entre deux espaces héritiers de la culture coloniale anglaise et de la culture coloniale française (voir Collectif *Changer le Cameroun*, 1992 : 7).

Raison pour laquelle le thème de la représentation de toutes les ethnies du pays aux postes de direction de l’appareil d’Etat s’est toujours situé constamment au centre de notre vie politique. Le premier président camerounais, Ahmadou Ahidjo, emboitant en fait le pas au colonisateur français avait ainsi imaginé un principe, celui de l’ “équilibre régional” pour juguler cette complexité ; celui – ci s’entend comme une politique de développement économique, social et culturel prônant la participation et la représentation effective de toutes les régions du Cameroun au sein des structures de l’Etat. Dans un contexte marqué par le culte de l’identification régionale et de la prévalence de la solidarité mécanique, il s’agit de produire “le soutien spécifique” au pouvoir central à travers la nomination du frère ou de la sœur d’ethnie ou de région dans le gouvernement et plus largement dans les hautes sphères de l’Etat.

Cette politique repose principalement sur une ingénierie de l’unité nationale fondée sur une arithmétique ethnique et une statistique des origines dont le but avoué est de favoriser l’intégration des différents groupes socio – culturels constitutifs de la nation camerounaise. Aussi, lorsque Ahmadou Ahidjo composait son gouvernement, il ne se préoccupait pas uniquement de veiller à ce que les représentations provinciales⁷ soient assurées, à ce que les grands équilibres géopolitiques soient respectés. “A l’intérieur de chaque province, il apparaît qu’il réalisait simultanément un microdosage qui assurait la représentation départementale, microdosage qui se superposait aux macro équilibres” géopolitiques et permettait de mieux chevaucher les réalités sociopolitiques que sont les ethnies, nous dit si bien Pierre Flambeau Ngayap (1983 : 80 – 83) ; ce que Jean – François Bayart qualifié à juste titre, de “processus moléculaire de l’assimilation réciproque”

7 Avec le processus actuel de décentralisation, les provinces ont été érigées en régions en 2008.

opéré de février 1958 à novembre 1982 par le régime Ahidjo ; ces décennies ayant vu l'émergence d'une vaste alliance regroupant les différents segments régionaux, politiques, économiques et culturels de l'élite sociale (Bayart, 1985 : 193). Le "Renouveau" prôné par le président Paul Biya qui prend les commandes en 1982 ne sera pas une rupture eu égard à cet héritage.

Seulement, dans la perspective de l'inclusion sociale, la politique d'"équilibre régional" n'a toujours été qu'un artifice à la gloire des groupes dominants, brillant par la marginalisation voire l'exclusion des minorités ethniques. Les études empiriques tirées des trajectoires politiques locales en attestent la preuve (voir Mouiche, 2012) ; il s'est toujours agi de s'assurer de la stabilité plus que l'exigence de démocratie en veillant à la représentation des principales ethnies dans les effectifs retenus (Monga 2000 : 725), sans que l'on ne sût pour autant la clef de répartition utilisée à cet effet⁸. Cette marginalisation est encore plus forte pour les minorités sans véritable ancrage ethno – territorial à l'instar des Haoussa du Sud – Cameroun.

Sous le régime du président Ahidjo (1958 – 1982), les Haoussa du sud comme du nord n'étaient pas du tout représentés au gouvernement, ni dans les différentes assemblées parlementaires de l'État fédéral et du Cameroun uni. La situation était encore plus grave pour ceux du sud dont en comptait très peu dans la haute administration publique⁹. Au plan local et dans la même foulée, seuls quelques noms apparaissent comme conseillers municipaux ou adjoints au maire. C'est le cas d'Ousmanou Zaranda, conseiller municipal dans les années 1960 à Douala ; Bala Ibrahim, conseiller municipal à Édéa en 1961. Ce dernier deviendra premier adjoint au maire d'Édéa de 1975 à 1982. Au sein du parti unique, l'UC puis l'UNC, dont Ahidjo était le président national, les Haoussa du sud – Cameroun n'ont pas occupé de postes stratégiques au niveau national. Au niveau local, quelques postes de responsabilité, à l'instar de Tanko Hassan qui a été président départemental de l'UC du Wouri à Douala, de 1958 à 1966, puis de l'UNC de 1966 à 1984.

Si l'on s'en tient à ces positions de pouvoir, on constate que le régime Ahidjo qui avait pourtant pour leitmotiv l'unité nationale ne s'était pas beaucoup préoccupé de l'insertion politico – administrative des Haoussa. Peut – on y voir une conséquence de leur sous – scolarisation, de leur "refus" de l'école et leur affection pour le commerce? L'on sait et nous l'avons souligné plus haut comment l'école occidentale prépare le citoyen à s'insérer dans la société moderne et à accéder au service de l'Etat. Toujours est – il

8 Néanmoins, sur le plan local, le parti unique exerçait une certaine fonction de protection et d'intégration de certains groupes autochtones minoritaires, en leur octroyant prioritairement des positions fortes de pouvoir comme maires ou députés dans leurs localités respectives (voir Mouiche 2012 : 7).

9 Le plus connu est Soulemane Danbala, premier administrateur civil Haoussa, diplômé de l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM) dans les années 1970 et affecté aux services du Premier Ministre. Il a été tour à tour nommé à la direction du budget du ministère de la santé publique, directeur de l'Hôpital de Garoua et enfin, directeur des ressources humaines de la Régie nationale des chemins de fer (Regifercam) où il prend sa retraite en 1998.

qu'un vent nouveau souffle quelque peu en faveur des Haoussa quand le président Biya prend le pouvoir en 1982. Dès 1983, il leur ouvre les portes du gouvernement avec la nomination d'un Haoussa du Nord – Cameroun, Abdoulaye Babalé au poste de ministre de l'urbanisme et de l'habitat (1983 – 1986) ; ce dernier sera par la suite nommé ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (1986 – 1988) puis ministre de l'enseignement supérieur, de l'informatique et de recherche scientifique de 1988 à 1990. Aux municipales de 1987, El Hadj Tanko Hamadou, deviendra maire à Bonabéri dans la ville de Douala, capitale économique du Cameroun; il y restera jusqu'aux premières municipales pluralistes de 1996. 1988, un autre Haoussa du Sud – Cameroun entre à l'Assemblée nationale, en la personne d'El Hadj Garba Aoudou, également membre du Comité central et commissaire aux comptes du RDPC, parti unique. C'est un saut qualitatif pour tous les Haoussa du Cameroun qui connaissent ainsi pour la première fois une représentation au parlement. Ces jalons posés sous le "Renouveau" prôné par le président Biya déjà fort appréciables, restaient à consolider. Le contexte de libéralisation politique va offrir aux Haoussa une opportunité de mettre sur pied le Bakandamiya et le Ya – kamata, pour mieux asseoir leur visibilité dans la sphère publique et de renforcer leur position politico – administrative.

2. Démocratisation et création des NMS haoussa : le Bakandamiya et le Ya – Kamata

Avec plus de deux cents groupes ethniques aux rapports souvent antagonistes couplés du clivage Anglophones – Francophones, le Cameroun était à l'indépendance en quête d'unité nationale. Dans cette perspective, les activités des mouvements sociaux furent interdites et qualifiées de subversives pendant les trois premières décennies d'indépendance, au motif "qu'elles alimentaient les tensions sociales et les velléités séparatistes au sein du nouvel Etat". La libéralisation politique des années 1990 va toutefois favoriser l'entrée des mouvements sociaux dans le champ politique camerounais ; la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association, notamment, va largement contribuer à "libérer les énergies ethniques" et à redynamiser les mouvements sociaux (Sindjoun, 2002 : 212). La naissance, la floraison et l'effervescence des mouvements tels que le Laakam des Bamiléké, la Dynamique Culturelle Kirdi, l'Essingan des Béti, l'Association Culturelle Guiziga, le MBOSCUDA des Mbororo, et bien sûr, le Bakandamiya et le Ya – Kamata des Haoussa, en sont une expression.

2.1 Le Bakandamiya et le Ya – Kamata : deux associations aux objectifs communs

Le Ya – kamata est né en 1991 à Nkongsamba, département du Moungo dans la région du Littoral. Suivant ses statuts adoptés le 16 février 2007, cette association a pour objectifs de renforcer l'unité entre les Haoussa afin de développer leurs liens de solidarité, d'entente et de fraternité ; lutter contre l'analphabétisme et la sous – scolarisation au sein de la communauté haoussa ; créer et développer une chaîne de solidarité et d'entraide entre ses membres ; développer un cadre et des mécanismes

efficaces pour éradiquer la pauvreté ; faire de la femme une actrice du développement ; encourager les jeunes à plus d'ardeur au travail ; développer les relations de coopération avec les associations ou organes partageant les mêmes objectifs ; promouvoir la culture de ses membres et l'attachement aux us et coutumes ancestrales.

Aladji Babanya a été le tout premier président de ce mouvement. Ce dernier est un natif de Nkongsamba, gardien de prison retraité et opérateur du secteur de l'éducation en tant que promoteur du Collège Polyvalent de Melong II. En 2003, il passe le témoin à El Hadj Oumarou, natif aussi de Nkongsamba, grand entrepreneur économique et surtout un apparatchik du parti au pouvoir, le RDPC¹⁰.

Le Bakandamiya est l'«Association Camerounaise pour la Promotion de la Culture Haoussa dans la voie de l'Excellence» ayant pour siège Yaoundé, capitale du Cameroun ; créé le 24 juillet 2002 dans la même ville, il a pour devise «Unité – Solidarité – Développement» et selon les Statuts du 9 avril 2006, Bakandamiya a pour objectifs de réaliser l'unité constructive de tous les Haoussa du Cameroun afin de renforcer leurs liens de solidarité et d'entente ; de sauvegarder et de promouvoir le développement de la culture haoussa ; de lutter contre la sous – scolarisation endémique au sein de la communauté haoussa ; de susciter, encourager et développer les relations de coopération avec les associations partageant les mêmes idéaux. Ali Salihou, son président fondateur, est cadre au Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Selon ce dernier, dans son éditorial au journal *Bakandamiya Labari* no 01, 2005.

«Bakandamiya s'est donnée pour ambition de contribuer à sa manière, à l'immense œuvre de développement du Cameroun, sagement conduite par Son Excellence Paul Biya et qui requiert à tous les niveaux la participation des filles et fils de notre pays en général et celle de la communauté haoussa en particulier. Conscients de ce que les mécanismes qui conduisent à ce développement sont complexes, nous sommes enclins à penser –et même persuadés – , que l'apport des personnes physiques ou morales en terme de réalisations ayant un impact positif direct ou indirect sur la cité est un passage obligé. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Bakandamiya dont la finalité est d'amener tous les Haoussa à adopter à terme un comportement propre à la production de la richesse nationale considérée ici au sens large.

Bakandamiya signifie littéralement la perfection. Notre choix a été porté sur ce terme en vue de mettre en relief le souci de mobiliser les énergies les plus positives, selon une approche de pilotage par les résultats pour

10 El Hadj Oumarou est le coordonnateur national du Bureau Général des Frets Terrestres (BGFT) qui gère le corridor international Douala (Cameroun) – Bangui (RCA) – Djamena (Tchad) ; il est président de la section RDPC Mounjo – Nord, membre du Comité Central du RDPC et maire de Nkongsamba 1er.

relever un triple défi. Notamment, conduire l'action de désenclavement éducatif, de sauvegarde de notre culture et de lutte contre la paupérisation de la communauté haoussa. Il s'agit en somme d'une démarche en quête permanente de perfection. Le triptyque définissant les objectifs de cette association tel qu'il apparaît dans l'article 4 de ses statuts et règlement intérieur nous semble suffisamment assez édifiant à ce sujet”.

Au regard de leurs objectifs respectifs, il apparaît clairement que ces deux NMS affichent les mêmes ambitions ; ce qui les distingue se ramène à des nuances, à des stratégies différentes, ou à une question d'accent. Ce faisant, étant concurrents et non complémentaires, le Bakandamiya et Ya – *kamata* divisent les membres de la communauté haoussa partagés entre deux organisations, qui cherchent l'une et l'autre, à gagner leur adhésion et qui revendiquent chacune le droit à représenter légitimement le groupe.

2.2 L'entrepreneuriat socio – économique, culturel et politique des NMS haoussa

Participer suppose une capacité de comprendre l'univers politique, inséparable d'un sentiment plus ou moins vif d'être compétent au sens plein du mot, c'est – à – dire socialement reconnu comme habilité à s'occuper des affaires politiques, à donner son opinion à leur propos ou même à modifier le cours (Bourdieu, 1979 : 466). Plus le statut socio – économique d'un groupe est élevé, plus grandes sont les chances qu'il s'intéresse et s'engage dans la vie politique¹¹. Cette perspective a fait l'objet de plusieurs travaux qui identifient un lien entre le statut socio – économique, la présence d'associations au sein d'un groupe et sa propension à participer à la vie politique au sein de la société (Arcand, 2003 : 20). Une bonne participation politique des minoritaires requiert donc un niveau élevé d'instruction et d'éducation pour comprendre le fonctionnement du champ politique, du système électoral, des partis politiques, des institutions politiques, etc. (Ruedin, 2009 : 338). Bien plus, la hiérarchie sociale se calquant sur la hiérarchie scolaire dans nos sociétés contemporaines, les titres délivrés par l'école définissent une place particulière dans la société et le passage par les grandes écoles est la voie d'accès aux postes les plus prestigieux (Jourdain et Naulin, 2011 : 48). Sur cette base, les Haoussa ont puisé dans le nouveau contexte de la libéralisation politique les ressources nécessaires pour créer le Ya – *kamata* et le Bakandamiya dans l'optique de booster leur intégration sociopolitique. L'expression associative apparaissait alors comme un début de solution au problème de la marginalisation dont ils sont victimes. Les actions engagées à cet effet s'inscrivent sur le triple plan culturel, socio – économique et politique.

11 Le statut socio – économique peut être défini comme les niveaux d'instruction et de revenu des individus. Il explique l'intégration sociopolitique différentielle des minorités ethniques, structure les choix politiques des individus et donne un sens à leurs manières de penser, de percevoir et d'agir (Geber, 2006 : 67).

2.2.1 L'entreprenariat socio – économique du Ya – Kamata et de Bakandamiya

Prenant acte de leur sous – scolarisation dont nous avons parlé plus haut, voire leur “refus de l'école”, le Ya – kamata encourage l'éducation et l'instruction des Haoussa. Cela passe par l'acquisition des connaissances, des qualifications et des diplômes indispensables à toute insertion socioprofessionnelle. Pour y parvenir, les dirigeants de Ya – kamata priment chaque année les meilleurs élèves et étudiants haoussa. Cette prime consiste en l'octroi du matériel scolaire et/ou d'une contribution financière pour le paiement des frais de scolarité¹². El Hadj Oumarou explique le bien – fondé de cette opération :

“Notre engagement dans le domaine scolaire consiste à construire les gratte – ciels dans la tête des jeunes Haoussa afin qu'ils soient les acteurs du développement de notre communauté et de notre pays. La tendance était autrefois à l'abandon des salles de classes pour la rue. Aujourd'hui, notre défi majeur est d'encourager ces jeunes à aller le plus loin possible dans l'acquisition des connaissances, ce qui leur permettra de transformer la société.”¹³

Pour promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des Haoussa, le Ya – kamata encourage les jeunes diplômés à présenter les concours d'entrée dans les grandes écoles de l'État donnant accès direct à la fonction publique. Dans le but de faciliter l'admission des Haoussa à ces écoles, le mouvement organise les cours de préparation et une aide financière est accordée aux candidats pour supporter les frais de concours. Le Ya – Kamata joue aussi un rôle d'entregent auprès des structures parapubliques et privées pour des possibilités d'accès à l'emploi des Haoussa. On l'a vu avec Elections Cameroon (ELECAM), la structure en charge des élections au Cameroun, où ce mouvement avait plaidé auprès du directeur général des élections, qui était jusqu'en 2017 un Haoussa¹⁴, pour obtenir le recrutement d'un grand nombre des membres de la communauté. Le mouvement offre par ailleurs les opportunités d'auto – emploi aux femmes non scolarisées, ce, par leur formation en informatique, couture, coiffure et tatouages. Les centres de formation à cet effet fonctionnent à Nkongsamba et à Bafoussam.

De son côté, Bakandamiya affiche un bilan en termes de réalisations socio – économiques fort diverses et variées. Nous pouvons citer la construction des écoles

12 Par exemple, en 2007, le Ya – Kamata a récompensé 850 élèves et 24 étudiants à Nkongsamba. Cette action s'est poursuivie dans les villes de Batouri où 213 élèves méritants ont été récompensés ; de Tibati où 400 élèves ont pu bénéficier d'une prise en charge en manuels scolaires ; à Eséka, ce sont 70 élèves et étudiants qui ont bénéficié des bourses scolaires.

13 Extrait du discours d'El Hadj Oumarou au Congrès de Ya – kamata à Nkongsamba, avril 2011.

14 Mohaman Sani Tanimou de 2008 à 2015, puis Abdoulaye Babalé en fonction depuis 2015.

primaires ou coraniques ou des salles de classe, l'octroi des primes, bourses scolaires et académiques aux jeunes haoussa ; l'équipement des écoles existantes en tables – bancs, la prise en charge des enseignants ; la mise à disposition des fournitures scolaires pour appuyer la scolarité de la jeune fille haoussa; le soutien financier aux jeunes qualifiés pour le lancement des activités génératrices de revenus, la création d'activités génératrices de revenus, les tontines et les autres activités à caractère social, l'appui aux initiatives locales de développement. Notons aussi la sensibilisation sur le VIH – SIDA, le don des machines à coudre aux femmes, la construction d'un centre multimédia à Bafoussam pour la formation des Haoussa en informatique, etc. (voir journal *Bakandamiya Labari* no 01, 2005, p. 5). Dans la perspective de l'autochtonie qui reste un capital socio – politique, Bakandamiya exhorte les Haoussa d'une part à supprimer dans leur vocabulaire l'expression «*Zango*» qui signifie "escale" et d'autre part, à appeler chaque zone de regroupement par son nom de quartier. C'est une stratégie pour asseoir leur ancrage ethno – territorial pour ne plus être perçus comme des "étrangers en défaut de territorialité" ou des citoyens de seconde zone dans le sud – Cameroun¹⁵.

2.2.2 L'entreprenariat culturel de Ya – Kamata et de Bakandamiya

Selon Tove et Michelle Gazzola, le capital culturel se réfère aux symboles, idées, goûts et préférences qui peuvent stratégiquement être utilisés comme ressources dans une action collective. Ces outils stratégiques intègrent les attitudes et prédispositions à agir, penser ou se sentir dans une situation particulière (Tove et Gazzola 2006 : 28 – 30). En fait, les pratiques culturelles confèrent des "profits de distinction" (Jourdain et Naulin 2011 : 67). La culture assure la cohésion entre les membres d'une même communauté et renforce les sentiments de solidarité et d'appartenance à un groupe spécifique (Rocher, 1992 : 110 – 116).

Le Ya – Kamata et le Bakandamiya œuvrent pour la sauvegarde et la promotion de la culture haoussa. Ces deux associations exhortent les membres de leur communauté à s'approprier les us et coutumes ancestraux haoussa, à savoir, les rites de naissance, d'initiation des hommes et femmes adultes, de mariage et des funérailles ; à se rapprocher des gardiens de la tradition pour encadrer le déroulement desdits rites selon les règles coutumières. Elles entendent aussi promouvoir et vulgariser la langue haoussa au sein de leur communauté. En effet, le constat a été établi par les Haoussa eux – mêmes que leurs jeunes abandonnent de plus en plus leur langue au profit du français ou de

15 Du point de vue de l'idéologie populaire, les autochtones ou les primo – arrivants sont perçus comme des gens authentiques car leur appartenance locale et leur identité sociale ne font aucun doute. La qualité d'autochtone ouvre droit à la préséance car elle exprime une valeur cardinale, c'est – à – dire du capital symbolique qui, convenablement accumulé et politiquement mis en scène, permettra de légitimer l'autorité de certains acteurs ainsi que la qualité de leur action ou encore l'essentialisme des actes posés par eux (Bouju, 2000 : 147). Les questions de préséance dans l'allocation des postes politico – administratifs sont d'une importance capitale en politique locale.

l'anglais. Pour contrer la déperdition de la culture haoussa du fait de la mondialisation et des interactions culturelles, ces NMS encouragent l'usage du haoussa en famille et l'inscription des enfants à l'école coranique afin que ceux – ci s'imprègnent très tôt des valeurs et préceptes de l'islam. Issa, un agent de l'État et membre de Ya – kamata témoigne :

«Nous encourageons nos jeunes à être en phase avec la culture haoussa. Il n'est pas question de s'en éloigner ou alors de l'abandonner. Nous devons suivre les pas de nos parents qui eux – mêmes ont fait pareil et ce depuis des générations. Nous ne pouvons pas être forts avec la culture des autres. C'est par ses propres racines qu'un arbre se développe. La pratique valant mieux que la leçon, la langue de travail dans le Ya – kamata est le hausa. C'est dans la logique de la pérennisation de notre culture que nous soutenons matériellement et financièrement toutes initiatives allant dans ce sens»¹⁶.

Le Ya – kamata et le Bakandamiya veillent aussi à la promotion et à la sauvegarde de l'identité musicale et artistique haoussa. Ils le font en organisant des concerts de musique lors des événements ouverts au grand public et aux autorités. Pendant leurs assemblées générales ou congrès respectifs, ces deux associations procèdent à l'exposition des richesses culturelles haoussa dans les domaines aussi divers que variés tels que la danse, la cuisine, l'habillement et l'architecture. Cet entrepreneuriat musical et artistique participe d'une stratégie de marketing pour une reconnaissance populaire et surtout la visibilité du groupe dans l'espace public. Les entrepreneurs haoussa s'investissent grandement dans ce secteur en ayant à l'esprit que la musique traverse les frontières et possède une grande capacité de sensibilisation.

Compte tenu de la multiplication des chaînes audiovisuelles et radio privées liées à la libéralisation politique, ces leaders entendent exploiter ce moyen moderne pour mieux diffuser leurs messages et vendre leur image au sein du public. Malgré la variété musicale du pays qui semble être un obstacle à leur action, les dirigeants de Ya – kamata et de Bakandamiya ont su capitaliser les opportunités qui leur ont été offertes en étendant leur contribution à divers artistes du pays. Pour gagner en importance, les Haoussa ne se limitent pas seulement au domaine culturel. Leur mouvement a aussi pour objectif de promouvoir l'intégration politico – administrative des membres de la communauté.

16 Entretien réalisé à Nkongsamba, 5 avril 2011.

2.2.3 L'entrepreneuriat politique de Ya – Kamata et de Bakandamiya

Avec la démocratisation, les Haoussa ont compris que, puisqu'ils constituent une minorité ethnique, il y a des avantages stratégiques à forger des associations pour surmonter leur marginalisation et améliorer leur représentation politico – administrative. Certes, si l'on s'en tient à leurs statuts et règlements intérieurs, le Ya – kamata et le Bakandamiya sont des associations apolitiques poursuivant des objectifs socio – culturels et économiques ; cependant l'enjeu véritable des NMS reste la connexion aux réseaux formels et informels du pouvoir en place. Le caractère culturel masque leur authentique identité : un mouvement de mobilisation ethno – politique. Le culturel sert donc de paravent et de prétexte pour les acteurs qui sont majoritairement des investisseurs identitaires et politiques. Le politique se cache derrière le culturel et le social (Bigombe, 1999 : 250 ; Buechler, 1995 : 451). Le Ya – kamata et le Bakandamiya n'échappent pas à cette logique. Suivons Aladji Babanya Abdou, ancien président de Ya – kamata :

“Au départ, il était question pour le Ya – kamata de promouvoir la culture haoussa et le développement socio – économique de notre communauté. C'était pour nous un moyen de raffermir nos liens, de conscientiser les jeunes, de les encourager d'aller à l'école et mettre fin à la délinquance juvénile. Il n'était pas question de faire la politique comme on le voit depuis qu'El Hadj Oumarou a pris les commandes de Ya – Kamata. Il a beaucoup transformé l'association qui est désormais en avant – garde de la défense et de la promotion des intérêts des Haoussa au Cameroun et dans le monde”¹⁷.

Les leaders de ce mouvement expliquent aux membres de leur communauté l'importance de la participation politique conventionnelle, laquelle, contribue au maintien de la paix. Ils insistent sur l'établissement des actes de naissance, de la carte nationale d'identité et de la carte électorale qui permet de prendre part aux élections, comme électeurs et candidats. La sensibilisation est plus marquée chez la femme haoussa fortement portée par l'apathie politique. Pour susciter leur éveil politique, il est demandé à leurs époux de les encourager à prendre part aux activités politiques. Un accent est mis sur les concepts de genre et de parité qui leur accordent les mêmes droits que les hommes.

Le Ya – kamata s'attèle aussi à la formation politique des Haoussa. Il les imprègne des valeurs démocratiques, des lois, règlements et institutions qui organisent la société¹⁸. Comme les principaux responsables du mouvement militent dans le RDPC, parti au

17 Entretien réalisé à Nkongsamba, 20 mars 2011.

18 Ya – kamata a organisé en 2011 plusieurs séminaires de formation dans plusieurs localités du Cameroun pour initier les Haoussa à la pratique du vote.

pouvoir, ceux – ci sensibilisent les Haoussa sur les textes de base dudit parti, les informent des décisions prises par les instances centrales non sans leur donner des consignes de vote en faveur dudit parti en période électorale. Les dirigeants du Ya – kamata sont en fait les relais de l'action politique du RDPC auprès de leurs populations. Par exemple, au congrès de Ya – kamata en 2011, El Hadj Oumarou, le président du Ya – kamata a réaffirmé son soutien au RDPC du président Biya en invitant les Haoussa à le suivre dans cette voie :

“Nous demandons aux populations de s’inscrire massivement sur les listes électorales et de voter pour celui qui œuvre pour l’émergence du Cameroun, et non pour les prophètes de malheur. Vous le savez, le Cameroun est un pays béni ! On a intérêt à continuer dans cette voie tracée par le chef de l’État qui est celle de la paix, de la stabilité et de la sérénité. Il faut également que nous retrouvions nos manches et apporter de l’aide à ceux qui nous gouverne afin qu’ils aient plus de lucidité pour créer les d’emploi et lutter contre le chômage”¹⁹.

Comme les Haoussa sont minoritaires partout où ils sont installés au Cameroun, pour se doter d’un capital politique considérable, les dirigeants de Ya – kamata œuvrent pour la constitution d’un vote communautaire haoussa homogène et stable, soutenant le RDPC. On l’a vu lors des élections présidentielles de 2004 et 2011. Aux élections municipales de 2013, le Ya – kamata avait mobilisé la communauté haoussa de Nkongsamba I^{er} afin que celle – ci vote en faveur du RDPC qui avait investi El Hadj Oumarou comme tête de liste dans cette commune.

Bakandamiya, de son côté, à l’instar de Ya – kamata, encourage les Haoussa à la participation électorale et à la participation de ceux – ci à la fête nationale du 20 mai dans plusieurs localités du Cameroun ; en cas de besoin, il organise la visite aux autorités administratives et prend part aux grandes marches de soutien au chef de l’Etat Paul Biya. Son président, Ali Salihou, invite les Haoussa à militer dans le RPDC et à voter pour ce parti lors des échéances électorales. On l’a vu lors des élections présidentielles de 2004 et 2011 ou ce mouvement avait adressé un appel à candidature et des motions de soutiens au président Paul Biya, le président national du RDPC.

La libéralisation politique au Cameroun comme plus largement en Afrique, loin d’être synonyme de *statu quo*, s’est au contraire accompagnée de restructurations importantes, observables dans le nouveau profil des entrepreneurs des minorités ethniques et dans la manière dont ceux – ci ont dû redéfinir leur rôle face aux nouveaux enjeux politiques. Dans une logique de partage de pouvoir et de clientélisme, ceux – ci apparaissent comme des sortes de “grands électeurs informels” (Bouju, 2000 : 143 – 163), préférant s’allier au

19 Congrès de Ya – kamata, avril 2011.

parti au pouvoir, le pouvoir central constituant la meilleure garantie pour défendre leurs intérêts, notamment politico – administratifs. Car, en vérité, les minorités ethniques ne peuvent pas facilement former un parti politique avec l'assurance de remporter les élections. Pour contourner cet obstacle, elles s'apparentent à un parti politique, le plus souvent dominant dans leur localité, dans la perspective de bénéficier de l'assimilation structurelle de ce dernier (Leslie, 1969 : 420 – 421). Les travaux de recherche conduits par Rea Andrea font état de ce que les électeurs issus des minorités ethniques influencent considérablement les résultats des élections. Ils montrent qu'il existe un lien entre l'origine ethnique et la préférence pour un parti politique (Rea et al., 2010). L'identité partisane des minorités ethniques est ainsi façonnée par les NMS dans leurs stratégies d'intégration politique.

C'est le lieu de rappeler que le contexte du multipartisme et de la démocratisation offre une grande opportunité aux entrepreneurs politiques haoussa : en effet, la libéralisation politique des années 1990 au Cameroun s'est singularisée par une réforme constitutionnelle qui institue un Etat unitaire décentralisé, reconnaît les droits des autochtones et protège les minorités. Cette garantie des droits des minorités et des populations autochtones figure explicitement dans le préambule de la constitution. En plus, dans le titre X consacré aux collectivités territoriales décentralisées, l'article 57 (2) dispose en effet que le Conseil régional qui est l'organe délibérant de la région "doit refléter les différentes composantes sociologiques de la région". Avant cette réforme constitutionnelle, les lois portant organisation des élections municipales et législatives votées dans les années 1990 avaient déjà institué cette exigence de respect des "différentes composantes sociologiques" dans les circonscriptions électorales: l'article 5 (4) de la loi no 91/020 du 16 décembre 1991 fixant les conditions d'élection des députés à l'Assemblée nationale et l'article 3 (2) de la loi no 92/002 du 14 août 1992 fixant les conditions d'élections des conseillers municipaux²⁰. Cette notion de "composantes sociologiques" se ramène essentiellement aux "différentes composantes ethniques de la population".

3. L'activisme du Ya – Kamata et de Bakandamiya et l'intégration sociopolitique des Haoussa

L'entreprenariat politique de Ya – kamata et de Bakandamiya a pu produire *nolens volens* des attendus positifs, puisque depuis les années 1990, des Haoussa du Sud – Cameroun comme de la partie septentrionale ont accédé à des postes administratifs et politiques stratégiques ; les plus importants sont entre autres le poste de Directeur Général d'Elecama, l'organe en charge des élections, d'abord un Haoussa du Sud, Sani

20 Toutes ces dispositions ont été reprises par le nouveau code électoral créé par la loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 modifiée et complétée par la loi n° 2012/017 du 21 décembre 2012.

Tainamou de 2008 à 2015, puis un Haoussa du Nord – Cameroun, l'ancien ministre Abdoulaye Babalé, de 2015 à 2018. Sani Tainamou a été nommé en 2018, ambassadeur du Cameroun au Tchad. Au niveau local, El Hadj Oumarou, président de Ya – kamata est président de la Section RDPC Moungo – Nord, parti au pouvoir, à Nkongsamba dans le Littoral ; depuis les municipales de 2007, il est maire de Nkongsamba 1^{er}.

Dans la région de l'Adamaoua au Nord – Cameroun, les Haoussa ont eu deux généraux dans l'armée même si un est aujourd'hui décédé ; depuis 2007, ils ont un député dans le département de la Vina en la personne d'Ali Bachir ; enfin plus important, depuis le remaniement ministériel du 4 janvier 2019, les Haoussa ont retrouvé un fauteuil avec la nomination de Mohammadou Moustapha au poste stratégique de ministre secrétaire général – adjoint de la présidence de la République. L'alliance ethno – politique Bakandamiya – Ya – kamata – RDPC est ainsi une relation de type donnant – donnant, dans laquelle chaque acteur apporte le combustible politique nécessaire à la réalisation des ambitions définies. En dehors de la formalisation des intérêts, la démarche des NMS consiste à l'adoption d'une stratégie d'influence indispensable au positionnement politique (Braud, 1986 : 67).

Dans le prolongement de cette perspective, nous avons montré dans une étude antérieure comment la démocratisation et le multipartisme ont offert aux Mbororo du Cameroun, une opportunité de mettre sur pied le MBOSCUDA (Mbororo Social and Cultural Development association), un NMS, lequel, a contribué à leur éveil politique. De fait, contrairement à la période du parti unique où difficilement ils prenaient part au vote, de plus en plus les Mbororo briguent des postes de conseillers municipaux et réussissent même à se faire élire (Mouiche 2011 : 71 – 97, 2012). Patrice Bigombé Logo s'inscrit dans la même logique pour mettre en exergue les logiques de victimisation et d'idéalisation de l'identité ethnique *Kirdi* par la Dynamique Culturelle *Kirdi* (DCK). Ce NMS expose le dynamisme intellectuel et socioprofessionnel des *Kirdi* pour exiger leur intégration dans les hautes sphères de prise de décision. La mobilisation des élites politiques et intellectuelles *kirdi* dans la DCK a permis l'émergence politique de cette minorité ethnique (Bigombé 1999 : 230 – 268).

Les NMS exploitent les nouvelles opportunités du système politique pour essayer de transformer en leur faveur une situation déjà défavorable (Della Porta et Diani 2006 : 12 – 13). Cette perspective d'analyse est celle de la théorie de la structure des opportunités politiques qui montre que la formation d'un NMS est fonction des caractéristiques (ouverture ou fermeture) du système politique. Elle renvoie à l'ensemble des éléments de l'environnement qui exercent une influence positive ou négative à la formation et à l'émergence des NMS. Selon les tenants de cette théorie, la formation d'un NMS n'est pas fonction des ressources mobilisées, mais des ouvertures, des points faibles et des opportunités que présente le système politique lui – même (Eisinger 1973 : 11 – 12). Cette théorie rend donc compte des éléments pertinents d'un système politique qui incitent les minorités ethniques à former les NMS, et qui déterminent aussi leur réussite

ou leur échec. Ces éléments ne sont pas toujours formels, permanents et nationaux. Ils encouragent ou découragent les minorités ethniques à mobiliser leurs ressources pour constituer les NMS (Tarrow 1994 : 85, 1996 : 54).

L'institutionnalisation des NMS en Afrique subsaharienne donne ainsi à l'anthropologie sociale et politique, un champ d'étude pertinent permettant d'appréhender les mobilisations collectives en contexte de démocratisation. Les NMS renseignent sur les particularités de la vie socio – politique de l'Afrique subsaharienne, à l'instar du processus de démocratisation amorcée depuis les années 1990, de la crise économique, de la dégradation des conditions de vie des populations, de l'instabilité politique, de la recrudescence des conflits intra – étatiques et de la montée du religieux (Copans, Buijtenhuijs, 1982 : 4). Leurs trajectoires sur le terrain africain traduisent une dynamique commune à toute institution évoluant dans un écosystème en mouvement (Eyenga, 2017 : 52). Cependant, contrairement aux NMS d'Amérique latine ou d'Europe de l'Ouest, ceux d'Afrique subsaharienne ne se sont pas encore vus consacrer une large production scientifique. Cette faiblesse est difficile à expliquer dans la mesure où cette partie du continent a longtemps été le lieu d'importantes formes de mobilisations sociales et politiques. Les mouvements sociaux dans des pays comme le Gabon, la République du Congo, le Cameroun, le Tchad ou la Centrafrique ont été, lors de la libéralisation de leur vie politique, des acteurs de la résistance contre les gouvernements autoritaires. De plus, cette partie de l'Afrique connaît depuis environ deux décennies un développement remarquable de sa société civile et des groupes de pression (Eyenga, 2017 : 52 – 53).

Cependant, la rareté des études sur les NMS en Afrique subsaharienne ne signifie pas l'inexistence d'efforts scientifiques en la matière. Sauf que, pour étudier les NMS sous les tropiques, de nombreuses préoccupations épistémologiques émergent. Doit – on appliquer à cet espace les mêmes cadres d'analyses usités pour l'étude des NMS en Europe? À cette question, Nathalie McSween (2010) réplique qu'il faut dépasser tant les approches s'articulant autour du concept de société civile que celles qui utilisent le modèle du processus politique, pour la simple raison que ces approches arrivent difficilement à expliquer ces nouveaux phénomènes en Afrique. En effet, l'approche par la société civile, en gardant avec elle l'idée occidentale de la "société civile", définie par John Locke et Hegel, exclut d'emblée les associations informelles et celles qui étaient considérées comme "non – civiques", telle que les associations basées sur l'adhésion ethniques ou religieuses. En Afrique subsaharienne, cela reviendrait à exclure la majorité des mobilisations, puisqu'on y retrouve de nombreux mouvements fondés sur l'ethnie, la tribu, la langue et la religion (McSween, 2010). Par la suite, l'approche du processus politique est vivement critiquée par le courant culturel (Touraine, 1984) qui, sans réfuter ses résultats, affirme que cette approche privilégie davantage les facteurs structurels au détriment des facteurs non – structurels dans l'explication des mobilisations. Nathalie McSween (2010) suggère alors de déplacer le regard scientifique sur les NMS pour les considérer non plus en tant qu'organisations (de mouvement social ou de la société civile),

mais en tant qu'épisodes de contestation. Cette idée permet de prendre en compte les logiques ethniques et d'allégeances patrimoniales dans les sociétés africaines (McSween, 2010), à l'instar de cette étude sur les Haoussa.

Conclusion

Cette étude montre comment la minorité haoussa du Cameroun, s'est constituée en NMS pour tenter de sortir de la marginalité. La perspective que nous avons adoptée est celle développée par Didier Lapeyronnie (1988) qui soutient que les NMS sont l'action des groupes marginalisés dont l'objectif est d'entrer dans le système politique. Notre approche est interactionniste ; celle – ci analyse l'action des NMS par rapport à la position qu'occupent les minorités ethniques dans le système politique et permet de mettre l'accent sur la dimension instrumentale des NMS et sur l'usage des moyens conventionnels, institutionnels et pacifiques. Cependant, l'existence de ces deux associations au sein de la communauté haoussa ne renvoie pas à une volonté de spécialisation, elle est plutôt révélatrice des logiques concurrentielles qui animent leurs dirigeants. Les membres se trouvent ainsi divisés, partagés entre deux équipes dirigeantes, qui cherchent l'une et l'autre à gagner leur adhésion. La cohabitation concurrentielle entre le Ya – kamata et le Bakandamiya est globalement pacifique, même s'il existe par moment quelques conflits pour la recherche hégémonique. Plusieurs Haoussa sont d'ailleurs membres des deux mouvements et prennent part à leurs activités respectives. Le communautarisme ethnique que l'on retrouve chez les groupes sociaux en Afrique subsaharienne nécessite ainsi que l'on considère l'ethnicité comme une technologie culturelle pertinente d'identification des NMS. Le socle ethnique des NMS est lié à la position marginale des groupes ethniques dans le système politique. C'est pourquoi, ces NMS dont les actions prennent sens dans l'ethnicité sont souvent des acteurs stratégiques du positionnement politico – administratif des minorités ethniques. L'ethnicité devient pour ces NMS une technologie culturelle utile pour leur formation et leur l'entrepreneuriat (Eyenga, 2017 : 54). Suivant la sociologie des mobilisations, l'expression associative est une forme majeure d'ethnicité qui consiste à réunir les conditions nécessaires à la mobilisation afin de s'imposer stratégiquement dans un environnement concurrentiel (Oberson, 2010 : 4). L'action associative est ainsi le produit de l'interaction entre les rationalités individuelles entre les acteurs d'un système. Elle permet aux individus d'une même appartenance de mieux dégager l'intérêt général entre des individus initialement égoïstes (Mouchard et Dormagen, 2008 : 225).

Références bibliographiques

- Agier, Michel (1983), *Commerce et sociabilité, les négociants soudanais du quartier Zongo de Lomé (Togo)*, Paris, ORSTOM, collection Mémoires no 99.
- Amselle, J. – L. et M'Bokolo, E., (1985), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et nation en Afrique*, Paris, La Découverte.
- Arcand, Sébastien (2003), *Les minorités ethniques et l'Etat québécois: participation et représentations sociales des associations de groupes ethniques minoritaires lors de commissions parlementaires, 1974 – 2000*, Thèse de doctorat en sociologie, Département de sociologie, Université de Montréal.
- Bayart, Jean – François (1985), *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2^e édition.
- Besnard, Ph et al (Sous la direction) (1993), *Division du travail et lien social: Durkheim un siècle après*, Paris, P.U.F., collection Sociologies.
- Bigombe Logo, Patrice (1999), “Changement politique et dynamiques d'instrumentalisation de l'ethnicité Kirdi : l'ingénierie ethnopolitique”, *La révolution passive au Cameroun : Etat, société et changement*, Dakar, CODESRIA, p. 230 – 268.
- Bouju, Jacky, 2000, “Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali)” in *Autrepart*, 14 : 143 – 163.
- Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Braud, Michel (1986), *La science politique*, 2^e édition, Paris, PUF.
- Buechler, M. Steven (1995), “New Social Movement Theories”, *The Sociological Quarterly*, Vol. 36, N° 3, p. 441 – 464.
- Claude, Arditi, (2003) Les conséquences du refus de l'école, chez les populations musulmanes du Tchad au XX^eme siècle» in *Journal des africanistes*, pp. 7 – 22.
- Collectif *Changer le Cameroun*, 1992, *Le Cameroun éclaté? Anthologie des revendications ethniques*, Yaoundé, Edition C3.
- Copans, Jean et Buijtenhuijs, Robert (1982), “Le mouvement social en Afrique : un mouvement perpétuel ?”, in *Politique africaine*, n° 8, p. 3 – 7.
- Domenach, Hervé et Picouet, Michel, (May – Jun., 1987), “Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration” in *Population* (French Edition), 42e Année, No. 3 p. 469 – 483.
- Donatella Della Porta and Mario Diani (2006), *Social Movements, an Introduction*, 2nd edition, UK, Blackwell Publishing.
- Eisinger, K. Peter (1973), “The Conditions of Protest Behavior in American Cities”, *American Political Science Review*, Vol. 67, N° 1.
- Erickson, Bonnie, H. et Terry A. Nosanchuk, (1990), “How an Apolitical Association Politicizes”, *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 27, p. 206 – 219.

- Eyenga, Georges Macaire (2017), "Ethnicité et nouveaux mouvements sociaux au Cameroun" in *Emulation, Emulations – Revue de sciences sociales*, no 19, p. 51 – 70.
- Geber, Linda (2006), "The Visible Minority, Immigrant, and Bilingual Composition of Ridings and Party Support in the Canadian Federal Election of 2004", *Canadian Ethnic Studies*, Vol. 38, N° 1, Ethnic News Watch (ENW), p. 65.
- Grégoire, Emmanuel (1990), *Les alhazai de Maradî (Niger). Histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens*, Paris, ORSTOM.
- Jourdain, Anne et Naulin, Sidonie (2011), *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, Paris, Armand Colin.
- Khayar, Issa Hassa (1976), *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans du Ouaddaï (Tchad)*, Paris, Maisonneuve.
- Lapeyronnie, Didier (1998), "Mouvements sociaux et action politique : Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ?", *Revue Française de Sociologie*, Vol. 19, p. 593 – 619.
- Leslie, Peter (1969), "The Role of Political Parties in Promoting the Interests of Ethnic Minorities", *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 2, N° 4, p. 419 – 433.
- Mane, Souley (2012) «**Migration et commerce au Cameroun : le cas des Haoussa (XIXe – XXe siècles)**» in *Syllabus Review* 3 (1), p. 241 – 256.
- Olivier, Meunier (1995) «Enseignements de base, politiques d'éducation et stratégies éducatives en milieu haoussa. Le cas de la ville de Maradi (Niger)» in *Cahier des sciences humaines*, 31 (3), pp. 677 – 634.
- McSween, Nathalie (mars 2010), *Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains*, L'Alliance de recherche université – communauté/Innovation sociale et développement des communautés (ARUC/ISDC) et Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC), Série Recherches, numéro 32.
- Miller, Arthur H. et al (1981), "Group Consciousness and Political Participation", *American Journal of Political Science*, Vol. 25, No. 3, p. 494 – 511.
- Mizon, L. (1895), "Les royaumes Foulbés du Soudan central", *Annales de géographie*, Tome 4, n° 16, p. 346 – 368.
- Monga, Yvette, 2000, "Au Village! Space, Culture, and Politics in Cameroon" in *Cahiers d'Études Africaines*, n°. 40 (160), p. 723–749.
- Mouiche, Ibrahim (2000), "Ethnicité et multipartisme au Nord – Cameroun", *African Association of Political Science*, Vol. 5, N° 1, p. 46 – 91.
- Mouiche, Ibrahim (2011), "Democratization and Political Participation of Mbororo in Western Cameroun", *Africa Spectrum*, 46, 2, 71 – 97.
- Mouiche, Ibrahim (2012), *Démocratisation et intégration sociopolitique des minorités ethniques au Cameroun. Entre dogmatisme du principe majoritaire et centralité des partis politiques*, Dakar, CODESRIA.

- Ngayap, Pierre – Flambeau (1983), *Cameroun. Qui gouverne ? De Ahidjo à Biya, l'héritage et l'enjeu*, Paris, L'Harmattan.
- Olson, Mancur (1978), *La logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- Pellow, Deborah (March 2001), "Cultural Differences and Urban Spatial Forms: Elements of Boundedness in an Accra Community" in *American Anthropologist*, New Series, Vol. 103, No. 1, pp. 59 – 75.
- Rea, Andrea et al (2010), "Les comportements électoraux des minorités ethniques à Bruxelles", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 60, N° 4, p. 691 – 717.
- Rocher, Guy (1992), *Introduction à la sociologie générale : action sociale, organisation sociale, changement social*, Canada, Hurtubise HMH Ltée.
- Ruedin, Didier (2009), "Ethnic Group Representation in a Cross – National Comparison", *The Journal of Legislative Studies*, Vol. 15, N° 4, p. 335 – 354.
- Sindjoun, Luc (2002), *L'Etat ailleurs : Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica.
- Tove, H. Malloy et Michele Gazzola (December 2006), *The Aspect of Culture in the Social Inclusion of Ethnic Minorities. Evaluation of the Impact of Inclusion Policies under the Open Method of Co – ordination in the European Union: Assessing the Cultural Policies of Six Member States*, European Centre for Minority Issues, Flensburg, Germany.

